

12 avril 2017



5 au 8  
octobre  
2017  
**ALGER**

Entente internationale des travailleurs et des peuples

# 9<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation

Confirmant l'appel qu'elle a lancé, le 29 mai 2016, à la tenue d'une Conférence mondiale ouverte (CMO) contre la guerre et l'exploitation dans le courant de l'année 2017, et la résolution du 3 septembre 2016, qui en a précisé le cadre, la coordination de l'EIT s'adresse aux organisations et militants se réclamant du mouvement ouvrier et anti-impérialiste. La coordination de l'EIT lance un appel pour la tenue de la 9<sup>e</sup> CMO, qui aura lieu du 5 au 8 octobre 2017, à Alger.

[eit.ilc@fr.oleane.com](mailto:eit.ilc@fr.oleane.com)

## **La coordination de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT), issue de la Conférence mondiale ouverte (CMO) d'Alger, tenue en novembre 2010, s'est réunie à Alger les 20 et 21 décembre 2016.**

Les membres de la coordination sont : **Gaby Clavier**, responsable du conseil syndical de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), membre du Liyannaj kont la pwofitasyon (LKP) ; **Geoffrey Excoffon**, membre du bureau national du Parti ouvrier indépendant (POI – France) ; **Tétévi Norbert Gbikpi-Benissan**, secrétaire national du Parti démocratique des travailleurs (PA.DE.T – Togo) ; **Louisa Hanoune**, secrétaire générale du Parti des travailleurs d'Algérie ; **Patrick Hébert**, syndicaliste (France) ; **Gotthard Krupp**, membre de la direction de Ver.di du Land de Berlin-Brandebourg, membre de la direction de la commission ouvrière du SPD de Berlin ; **Tiyani Lybon Mabasa**, président du Socialist Party of Azania (Sopa – Afrique du Sud) ; **Dan Moutot**, membre du bureau national du POI (France) ; **Salah Salah**, Conseil national palestinien ; **Jordi Salvador Duch**, député sur les listes de la Gauche républicaine de Catalogne (Etat espagnol) ; **Julio Turra**, membre du comité exécutif de la Cut (Brésil) ; **Anton Vechkunin**, membre du Parti révolutionnaire des travailleurs (Fédération de Russie).

Dans la résolution adoptée par la coordination de l'EIT, le 3 septembre 2016, nous écrivions :

**« A u moment où la guerre et son cortège d'atrocités s'étendent sur tous les continents, au moment où se révèle en pleine lumière le lien étroit entre la guerre "sociale" menée contre la classe ouvrière dans chaque pays sur tous les continents et cette guerre d'extermination des peuples, notamment au Moyen-Orient, nous avons jugé indispensable de dire clairement : la guerre contre Daech, dans les faits, sert de prétexte à la coalition impérialiste pour une guerre prétendument contre le terrorisme, qui sert à jeter les bases dans tous les pays d'une politique d'union nationale aux relents racistes et xénophobes, allant jusqu'à la mise en place de gouvernements d'union nationale pour tenter d'encamisoler voire de détruire les organisations syndicales par leur intégration. Elle sert également de prétexte pour créer les conditions de la destruction de toutes les conquêtes sociales de la classe ouvrière mondiale et par conséquent des conquêtes démocratiques de tous les peuples. »**

Deux mois plus tard, la sidération qui a frappé le monde après l'annonce de l'élection de Trump nous renvoie une image saisissante de l'impasse politique absolue dans laquelle le système impérialiste est entré.

A la panique, qui a d'abord saisi toutes les places financières de la planète, se sont ajoutées les craintes des banques

centrales des grandes puissances impérialistes qui avouent avoir tout essayé, en vain, pour surmonter les effets de la crise de 2007-2008 et relancer la « croissance ».

L'affolement qui a gagné tous les « grands de ce monde » est porteur pour l'humanité tout entière des plus graves menaces depuis le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

La guerre s'étend, les alliances se font et se défont au gré des circonstances. Les budgets d'armement explosent... tandis que la production stagne, que le commerce mondial régresse, que la misère grandit sur tous les continents, jetant, avec la guerre et ses dévastations, sur les routes de l'exode, des millions de réfugiés et de migrants du Moyen-Orient, d'Afrique mais aussi d'Asie et d'Europe de l'Est.

Personne ne sait où il va. L'incertitude s'étend.

C'est le lourd tribut que, pour assurer sa survie, la puissance sans limite du capital financier et de ses fondés de pouvoir entend faire payer, à l'infini, à toute l'humanité.

C'est le lourd tribut que l'humanité est contrainte de payer aux brigands sans foi ni loi qui président aux destinées des monopoles impérialistes. Des brigands qui n'ont qu'une règle : écraser tous les obstacles à la guerre sans pitié qu'ils se mènent pour le contrôle du marché mondial en voie de dislocation, pour perpétuer leurs profits.

La seule certitude, c'est que la classe ouvrière et les peuples opprimés, pour leur survie, se dresseront contre l'offensive meurtrière en cours, et pour le faire auront besoin d'organisations indépendantes sur les plans politique et syndical.

## **LE MANIFESTE DE FONDATION DE L'EIT EN JANVIER 1991, À BARCELONE, à la veille de la première guerre impérialiste contre l'Irak, se concluait par :**

**« Gouvernements fauteurs de guerre et de misère, craignez la révolte des peuples ! »**

**A**ujourd'hui, face à cette offensive sans précédent de destruction, conduite sur tous les continents par l'impérialisme américain et ses supplétifs, avec la collaboration des grandes institutions internationales que sont le FMI, la Banque mondiale, l'UE, la colère des peuples gronde.

Les combats de résistance s'étendent. De véritables soulèvements s'annoncent. Leurs expressions minent d'ores et déjà les fondements de tous les Etats qui sont précisément chargés de garantir le maintien de l'ordre impérialiste.

Les déclarations des chefs d'Etat les plus puissants, plus inconsistantes et contradictoires les unes que les autres, ne parviennent pas à cacher la réalité : l'ordre impérialiste mondial, victime de la violence de ses contradictions insurmontables, de sa décomposition, est ébranlé du nord au sud, d'est en ouest.

Jamais pour la classe ouvrière des pays impérialistes, comme pour celle des pays opprimés par l'impérialisme, les questions politiques les plus vitales ne se sont posées simultanément dans des termes aussi proches.

Sous des formes certes différentes sur tous les continents, mais proches dans leur contenu.

Elles se posent aussi de façon accrue pour les plus vulnérables, à commencer par la jeunesse et les femmes.

Jamais pour la classe ouvrière – seule classe capable de rassembler derrière elle toutes les couches exploitées de la population et des peuples opprimés – la question du pouvoir ne s'est posée avec une telle force.

L'ébranlement de l'ordre mondial et le processus de décomposition accéléré des Etats qui lui sont dévoués, en particulier en Europe, sont en train d'ouvrir, à la lutte politique de la classe ouvrière pour son émancipation, de nouvelles et immenses perspectives.

**D**ans ce contexte, et alors que tous les processus contradictoires de décomposition-recomposition s'accélèrent, jamais le véritable « combat contre la guerre et l'exploitation » engagé, dans l'unité, en janvier 1991 par des organisations politiques et syndicales, des militants ouvriers et anti-impérialistes qui ont fondé l'EIT, rejoints depuis par de nombreux autres, ne s'est posé avec autant de force en ces termes.

Sur la base de l'expérience accumulée ces vingt-cinq dernières années, le moment nous a semblé venu d'aborder résolument sous cet angle la discussion entre militants et cadres exerçant des responsabilités dans le mouvement ouvrier de nos différents continents, et dans les mouvements anti-impérialistes.

En effet, dans les pays impérialistes, les vieux partis qui se réclamaient de la défense des intérêts ouvriers et de la démocratie et qui à présent se consacrent ouvertement au sauvetage, sous toutes ses formes, du système capitaliste pourri sont tous, inexorablement, en voie de dislocation. Abandonnés ou sanctionnés aux élections, ils invoquent une prétendue « droitisation » des masses – au demeurant démentie par les chiffres, qui traduisent un rejet unanime du système capitaliste et de tous les gouvernements à son service.

Dans les pays opprimés par l'impérialisme, les partis ouvriers et les organisations qui se sont constituées dans la lutte pour l'indépendance nationale sont appelés, par l'ensemble de la situation, à rompre avec tout accommodement avec l'impérialisme pour pouvoir jouer un rôle positif dans le combat d'émancipation de leurs classes ouvrières et de leurs peuples.

Dans de nombreux pays, la classe ouvrière s'est, de ce fait, de plus en plus tournée vers les organisations syndicales de classe, instrument privilégié qu'elle peut saisir pour se rassembler comme classe, dans les combats de résistance, auxquels elle est acculée par l'offensive débridée de l'impérialisme.

Au cœur de la vie de ces organisations de classe, l'indépendance – question essentielle – se trouve menacée partout de destruction par cette offensive. Le combat pour la défense des organisations syndicales et de leur indépendance – l'expérience le prouve – ne peut être séparé du combat pour aider la classe ouvrière à déployer son offensive, jusqu'au bout, seul moyen de faire reculer la barbarie impérialiste.

Des forces nouvelles se lèvent dans chacun de nos pays et sur chacun de nos continents.

De nouvelles possibilités politiques s'ouvrent aux militants et aux cadres politiques décidés, pour aider la classe ouvrière et les peuples opprimés, à se rassembler dans toute leur puissance, à utiliser les moindres brèches ouvertes par cette désintégration.

Voici ce dont nous voulons pouvoir débattre à égalité, militants et responsables ouvriers venus de tous les continents, sur la base de l'expérience concrète des premières mobilisations de masse répondant au tournant de la situation mondiale.

Nous vous invitons à participer à la CMO contre la guerre et l'exploitation, qui se tiendra les 5, 6, 7 et 8 octobre 2017, pour dégager en commun, pas à pas, sur la base de nos expériences respectives, les orientations politiques capables d'aider la classe ouvrière de nos différents pays à se dresser contre l'offensive qui menace les organisations syndicales de classe, à les préserver, afin d'aider la classe ouvrière organisée à réaliser les tâches que la situation mondiale, dans chacun de nos pays, lui impose.

**Pour la défense :**

- **des droits des travailleurs, des travailleuses et de la jeunesse !**
- **de l'indépendance des organisations ouvrières !**
- **des droits et libertés démocratiques !**
- **de la souveraineté des peuples et des nations !**

Faisons ainsi revivre dans l'action pratique l'internationalisme prolétarien, selon la fière devise : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* »



## **CHRONOLOGIE DES CONFÉRENCES MONDIALES OUVERTES**

**Janvier 1991** : Barcelone, 1<sup>re</sup> Conférence mondiale ouverte (CMO) pour une Internationale ouvrière indépendante, fondation de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT).

**Juin 1993** : Paris, CMO contre les privatisations et les plans du FMI.

**Mars 1995** : Conférence internationale ouvrière à Banska Bystrica (Slovaquie).

**Octobre 1996** : Paris, CMO pour les journées internationales de protestation et de lutte pour la défense des services publics, pour la démocratie.

**Février 2000** : CMO à San Francisco.

**Février 2002** : Berlin, CMO contre la déréglementation et pour les droits ouvriers pour tous.

**Mars 2005** : Conférence de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples à Madrid.

**Novembre 2010** : Alger, CMO contre la guerre et l'exploitation.



## APPEL À LA 9<sup>e</sup> CONFÉRENCE MONDIALE OUVERTE

Nous, militants ouvriers, syndicalistes, militants anti-impérialistes, d'accord avec tout ou partie de cette déclaration, nous estimons que les problèmes posés sont au cœur des préoccupations de tout le mouvement ouvrier pour résister et agir en défense de la classe ouvrière, des organisations indépendantes et des nations opprimées.

Quelles premières leçons pouvons-nous tirer des combats de la classe ouvrière, de la jeunesse et des peuples opprimés qui s'engagent dans cette nouvelle période ?

Quelles leçons tirer du positionnement politique des différentes forces et courants qui se réclament du mouvement ouvrier et anti-impérialiste ?

Quelles leçons tirer des méthodes adoptées dans chacun de nos pays pour surmonter les obstacles rencontrés et franchir les premiers pas sérieux dans le rassemblement en masse de la classe ouvrière sur son propre plan ?

Comment nous épauler les uns les autres dans cette bataille ?

Pour débattre et trouver les solutions sur ces bases communes, nous prenons la responsabilité de vous inviter à participer à cette conférence mondiale ouverte initiée par l'EIT.

### JE M'ASSOCIE À CET APPEL

Nom : ..... Prénom : .....

Eventuellement : qualité/responsabilités .....

.....

Pays : .....

Adresse e-mail : .....

### JE SOUSCRIS À LA PRÉPARATION DE LA CMO QUI SE TIENDRA DU 5 AU 8 OCTOBRE 2017

Je verse : ..... Signature :

Pour tout contact : [eit.ilc@fr.oleane.com](mailto:eit.ilc@fr.oleane.com)



## LES 442 SIGNATAIRES DE 46 PAYS (12 AVRIL 2017)

**AFRIQUE DU SUD - AZANIE :** **Tiyani Lybon Mabasa**, président du Socialist Party of Azania (Sopa) ; **Mfundu Nhlapo**, secrétaire général de l'Union des travailleurs des banques, assurances, finance et affiliés (Bifawu) ; **Phineas Malapela**, responsable à l'Education et négociateur du Syndicat des services publics et affiliés (Pawusa) ; **Hamilton Thami Hukwe**, membre du secrétariat à la Jeunesse du Sopa, président du Bifawu ; **Hulland Mdingi**, responsable du secrétariat à la Jeunesse du Sopa ; **James Magezi Chauke**, organisateur du secrétariat au Travail du Sopa ; **Success Mataisane**, secrétaire général du Syndicat national des services publics et travailleurs assimilés (NUPSAW) ; **Abdul-Hade Vent**, secrétaire général de l'Union des travailleurs du secteur public et assimilés d'Afrique du Sud (PAWUSA) ; **Dr Audrey Nchaube Mokoape**, présidente du BCP ; **Professeur Itumeleng Mosala**, président de l'Azapo ; **Simon Sonyane**, secrétaire général de l'Union nationale de l'hôtellerie, la restauration et l'assurance santé du secteur et des travailleurs assimilés (NUHRCCHA) ; **Moahlodi Molefe**, militant de West Rand et membre du Sopa ; **Lindiwe Malindi**, étudiante membre de #Feesmustfall ; **Beibie Rakaki**, membre de l'association Zoë-life ; **Janet Mmabanne**, chercheuse universitaire et militante ; **Patric Mkhize**, syndicaliste, dirigeant du Sopa (KwaZulu Natal).

**ALGÉRIE :** **Louisa Hanoune**, secrétaire générale du Parti des travailleurs d'Algérie ; **Lyes Merabet**, président du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) ; **Meziane Meriane**, secrétaire général du Syndicat national des enseignants du secondaire et du technique (Snapest) ; **Takjout Amar**, membre de la direction nationale de l'UGTA, secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs des cuirs (UGTA) ; **Belmouloud Med Ameziane**, secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de la métallurgie, mécanique, électronique et électricité (FNMMEE, UGTA) ; **Messaoudi Mokdad**, secrétaire général de l'union locale de Rouiba - zone industrielle d'Alger (UGTA) ; **Zoghbi Smati Kamel**, secrétaire général du Syndicat national des chercheurs permanents (UGTA) ; **Ramdani Bachir**, secrétaire général de l'Union de Wilaya Tizi-Ouzou (UGTA) ; **Bouarba Nouredine**, ancien dirigeant syndical (UGTA) - spécialiste des questions sociales, participant à la CMO de l'EIT à San Francisco en 2000 ; **Zohra Drif-Bit**, Moudjahida (ancienne combattante de l'indépendance nationale), condamnée à perpétuité par le colonialisme français ; **Abdelkader Garoudj dit Djillali**, Moudjahid (combattant de l'indépendance nationale), ancien condamné à mort par le colonialisme français ; **Khalida Toumi**, ex-ministre de la Culture ; **Boudjema Ghechir**, membre du bureau exécutif du réseau des Démocrates dans le monde arabe ; **Maamar Farah**, journaliste chroniqueur (*Le Soir d'Algérie*) ; **Lakhdar Achoui**, secrétaire général du Syndicat des fonctionnaires de l'administration publique (Safap) ; **Hmidet Mohamed**, secrétaire général du Syndicat national des professeurs du primaire (Snapep) ; **Djouambi Amar**, secrétaire général du Syndicat national des travailleurs du commerce (UGTA) ; **Alem Slimane**, président d'APC (maire) d'Aït Mahmoud (Tizi-Ouzou) ; **Abderazak Cheraïti**, président d'APC (maire) Azzaba (Skikda) ; **Messaoud Medjraoui**, président d'APC (maire) Khnak Mayoun (Skikda) ; **Djelloul Djoudi**, président du groupe parlementaire du PT ; **Kouadria Smain**, cadre syndical (UGTA), député du PT ; **Rahima Ben Bessa**, cadre syndicale (UGTA), députée du PT ; **Nadia Chouitem**, cadre syndicale (UGTA), députée du PT ; **Ramdane Youssef Tazibt**, rédacteur en chef de *Fraternité*, député du PT ; **Bouloudnine Kamel**, secrétaire de wilaya du Syndicat de l'éducation nationale (UGTA) - Jijel ; **Sadou Oussama**, syndicaliste du Mouvement national des étudiants algériens, Université de Jijel ; **Abdelhak Lassani**, syndicaliste étudiant, Ligue nationale des étudiants algériens ; **Slatnia Khaled**, membre de la Coordination nationale des étudiants en architecture ; **Bechetalah Fateh**, secrétaire général de l'Union locale de Jijel (UGTA) ; **Boukabous Idir**, syndicaliste Algérie Télécom, membre du bureau exécutif de l'Union local Ben Aknoun - Alger (UGTA).

**ALLEMAGNE :** (à titre personnel) **Volker Gernhardt**, vice-président du comité des personnels des hôpitaux publics de Berlin, délégué syndical Ver.di ; **Eva Gürster**, membre de la direction du syndicat Ver.di Santé de NRW ; **Christian Hass**, président de la commission ouvrière du SPD de Berlin, syndicaliste Ver.di ; **Hannelore Jerichow**, membre de la direction de Ver.di (Berlin) ; **Gotthard Krupp**, membre de la direction de Ver.di du Land de Berlin-Brandebourg, membre de la direction de la commission ouvrière du SPD de Berlin ; **Winfried Lätsch**, syndicat de l'alimentation et la gastronomie (NGG) ; **Sven Meyer**,

membre de la direction de Ver.di du Land de Berlin-Brandebourg ; **Manfred Birkhahn**, syndicaliste Ver.di ; **Carla Boulboullé**, membre du Syndicat de l'enseignement et de la recherche (GEW), membre de la rédaction *Soziale Politik & Demokratie (Politique sociale et Démocratie)* ; **Gabriele Brandt**, syndicaliste Ver.di ; **Hermann Ensel**, membre de la direction de la branche enseignement de Ver.di de Cologne, SPD ; **Daniel Fechner**, syndicaliste de Ver.di/hôpitaux communaux Vivantes-VSG ; **André Fernetz**, responsable Ver.di aéroport de Tegel-Berlin ; **Henning Frey**, cercle des enseignants sous contrat du GEW de Cologne, SPD ; **Roland Frey**, membre de la direction de la branche santé de Ver.di (Essen) ; **Ute Grahl**, SPD ; **Eberhard Henze**, Ver.di, commission ouvrière du SPD (Afa) ; **Lothar Hesse**, syndicaliste Ver.di ; **Sabine Heurs**, Ver.di ; **Udo Huhn**, syndicaliste Ver.di ; **Ulrike Kölver** ; **Helmut Ludwig** ; **Wolfgang Mix**, syndicaliste du GEW, délégué du Land de Berlin ; **Willi Oberländer**, secrétaire du syndicat Ver.di Nord-Westphalie ; **Paul Paternoga**, ancien responsable des délégués du personnel d'IG Metall, SPD ; **Michel Poranski**, Ver.di ; **Volker Prasuhn**, syndicaliste Ver.di, secrétaire adjoint de la direction du secteur 13, secrétaire adjoint de la commission ouvrière du SPD de l'arrondissement (Afa) ; **Ingo Röser**, secrétaire adjoint de la branche santé de Ver.di d'Aix-la-Chapelle ; **Charlotte Rutz-Sperling**, conseillère salariale de Ver.di du groupe hospitalier Vivantes ; **Gerlinde Schermer**, militant SPD ; **Birgit Schöller**, SPD ; **Birgit Schutz**, déléguée du personnel du Syndicat de l'alimentation et de la restauration (NGG), membre de la commission ouvrière du SPD de Düsseldorf (Afa) ; **Peter Sperling**, membre du GEW ; **Peter Sztatelman**, membre de la direction de la branche santé de Ver.di de Rhénanie Nord-Westphalie ; **Herbert Wernecke**, syndicaliste Ver.di ; **Monika Wernecke**, syndicaliste Ver.di, membre de Die Linke ; **Axel Zutz**, syndicaliste du GEW, SPD, président de la commission ouvrière du SPD de l'arrondissement (Afa) • **Michael Altmann**, responsable Ver.di, vice-président de la direction régionale SPD (Afa) ; **Heiner Becker**, responsable syndical GEW ; **Christof Beschoner**, Ver.di, SPD ; **Siegfried Buchhaupt**, délégué syndical GEW ; **Maria Ebo-bissé**, GEW ; **Kerstin Fürst**, EVG (syndicat des cheminots), S-Bahn ; **Rainer Georg-Lilling**, direction régionale GEW, SPD ; **Andreas Köhn**, membre de la direction de Ver.di du Land de Berlin-Brandebourg ; **Barbara Ludwig**, direction régionale DGB, élue communale SPD ; **Lothar Ott**, direction régionale GEW, SPD ; **Peter Polke**, délégué du personnel GDL (syndicat des cheminots), S-Bahn ; **Klaus Steup**, direction régionale GEW ; **Klaus Wesemann**, Ver.di, SPD •

**ARGENTINE :** **Fernando Esteban Lozada**, directeur et porte-parole de l'Association internationale de la Libre pensée (AILP), président du Congrès national de l'athéisme en Argentine.

**AUSTRALIE :** **Max Wallace**, secrétaire de l'Association rationaliste de la Nouvelle Galles du Sud ; **Meg Wallace**, présidente de la Société humaniste du Queensland.

**BELGIQUE :** **Philippe Dubois**, secrétaire permanent de CGSP cheminots de Bruxelles ; **Joseph Thonon**, président communautaire de la CGSP Enseignement ; **Rudy Janssens**, secrétaire général de la CGSP (CGSP/ACOD - FGTEB) ; **Philippe De Menten**, ancien membre du bureau exécutif communautaire de la CGSP enseignement (FGTEB), militant laïque ; **Kamal Dhif**, ancien membre du CE de la régionale de Bruxelles de la CGSP enseignement (FGTEB), militant laïque ; **Michel Meyer**, responsable syndical services publics ; **Luc Bertrand**, militant syndicaliste Centrale générale des services publics (CGSP - FGTEB) administration.

**BÉNIN :** **Florentine Setondji Ahounou**, dirigeante de l'Union nationale des syndicats des travailleurs du Bénin.

**BIÉLORUSSIE :** **Pavel Katarzheuski**, membre du parti biélorusse « Pour un monde juste ».

**BRÉSIL :** **Jacy Afonso de Melo**, secrétaire à la formation de la Fédération des banques de la région Centre-Nord (Fetec CN - Cut) ; **Antonio Amancio Lisboa**, secrétaire aux Relations internationales de la Cut ; **Lindbergh Farias**, sénateur PT de Rio de Janeiro ; **Paulo Farias**, dirigeant de la Cut de Rio Grande do Sul ; **Fernando Ferro**, ex-député fédéral PT de Pernambuco ; **Luis Eduardo Greenhalgh**, ex-député fédéral PT de São Paulo ; **Erika Kokay**, députée fédérale PT ; **Carlos**

**Magno**, vice président de la Cut de l'Etat de Minas Gerais ; **Eliezer Pedrosa Gomes**, directeur des Relations internationales de la Confédération des travailleurs du commerce (Contracs – Cut) ; **Sergio Ronaldo**, secrétaire général de la Confédération des services publics fédéraux (Condsef – Cut) ; **Quintino Severo**, secrétaire aux finances de la Cut ; **Renato Simões**, membre du directoire national du PT ; **Markus Sokol**, membre du directoire national du PT ; **Julio Turra**, membre du comité exécutif de la Cut ; **Jandyra Uehara**, secrétaire aux Politiques sociales de la Cut ; **Paulo Antunes**, directeur du Syndicat de la pétrochimie de l'Etat du Parana (Sindicimica) ; **Lucilene Bisfezo**, membre de la direction nationale de la Cut ; **Misa Boito**, membre du directoire de l'Etat de São Paulo ; **Raimundo Bonfim**, coordinateur de la Centrale des mouvements populaires ; **Sandro Alex de Oliveira Cesar**, président de la Confédération des travailleurs de la sécurité sociale (CNTSS – Cut) ; **Juliana Cardoso**, conseillère, membre de l'Exécutif national du PT ; **Mario Dalzot**, président du Syndicat du pétrole de Parana et Santa Catarina (Sindipetro) **Ronildo Oliveira**, président du Syndicat des professeurs de Jabaotão – Pernambuco SINPROJA) ; **Bruno Ribeiro**, président du PT (Pernambouc) ; **André Sena**, avocat, militant du PT ; **Luciano Zanetti**, directeur du Syndicat du pétrole de Parana et Santa Catarina (Sindipetro).

**BURKINA FASO** : **Issiaka Valian**, secrétaire général adjoint du Syndicat national des enseignants africains du Burkina (SNEA-B).

**CAMEROUN** : **Aboui Beyeme Ruth Vve Ekout NDJOK**, vice présidente de la Confédération syndicale des travailleurs (CST) du Cameroun.

**CHILI** : **Luis Mesina Marin**, secrétaire général de la Confédération des syndicats de la Banque, porte-parole du mouvement « NO+AFP » - à titre personnel ; **Mirian Campuzano**, dirigeant national de la Fédération Walmart ; **Manuel Diaz Tapia**, président de la Confédération nationale du commerce.

**CORÉE DU SUD** : **Udaya Rai**, président du Migrant Trade Union (MTU).

**CÔTE D'IVOIRE** : **Yves Kodibo**, secrétaire général de l'Union nationale des travailleurs de Côte d'Ivoire (Unatrci).

**ÉTAT ESPAGNOL** : **Jordi Salvador Duch**, député sur les listes de la Gauche républicaine de Catalogne ; **José Miguel Villa**, syndicaliste UGT ; **Jesús Béjar**, syndicaliste des CCOO ; **Jesús Gallego**, secrétaire aux Relations internationales de l'UGT ; **Joseba Echebarria**, secrétaire adjoint aux relations internationales de l'UGT ; **Manuel Bonmati**, ex-membre de la Commission exécutive confédérale de l'UGT ; **Francisco Figueroa Alcarazo**, membre du conseil confédéral des CCOO ; **Luis González**, membre du conseil confédéral des CCOO ; **Roberto Tornamira**, syndicaliste UGT ; **Francisco Delgado**, président de l'association Europa Laica ; **Josep Santcrístòfol**, responsable de la Région Métropolitaine de l'UGT de Catalogne ; **Luis Lozano**, secrétaire général de la FeSP-UGT (Pays Valencien) ; **Pablo García-Cano**, membre de la commission exécutive des CCOO Industrie de Madrid ; **Xabier Arrizabal**, professeur d'économie à l'Université Complutense de Madrid, syndicaliste des CCOO ; **Pedro Moreno**, membre de la Plateforme Solidarité avec la Palestine ; **Enrique Herrero Heras**, conseiller municipal de Getafe (Madrid) ; **Javier Alcolea**, conseiller municipal de Getafe (Madrid) ; **Albert Riba**, libre-penseur ; **María Blázquez Vidal**, responsable secteur Paix et Solidarité d'IU (la Gauche Unie) des Canaries ; **Antonio Criado Barbero**, responsable Initiatives socialistes de gauche ; **Maria Remedios Espi Pla**, membre de la commission exécutive de la Fédération exécutive des services publics de Valence (UGT) ; **Iñaki Merino**, syndicaliste UGT, militant du PSOE ; **Mikel González**, Syndicaliste de l'UPTA Euskadi (UGT) ; **Mayte Montaner**, secrétaire à la politique syndicale de la Fédération exécutive des services publics du Pays Basque (UGT) ; **Ramón Fco. Morales Duato**, membre de la commission exécutive de la FICA Pays Basque (UGT) ; **Carolina Pino**, conseillère municipale d'EUPV (Pays Basque) ; **Alberto Elosua**, vice-secrétaire général de la FeSMC Euskadi (UGT) ; **Rafael Domínguez Romero**, membre de la commission exécutive de la Fédération des services des Commissions ouvrières (Andalousie) ; **José Manuel Ocaña López**, syndicaliste UGT Finances ; **Manuel Iniesta Martín**, président du comité d'entreprise de Plastic Omnium (Commissions ouvrières) ; **Antonio Amaro**, membre de la commission exécutive des Commissions ouvrières d'Andalousie ; **Silvia Martinez Fernandez**, porte-parole de l'UPTA-Euskadi (UGT) ; **José Iriarte**, ex-conseiller municipal IU ; **Rosa Termino**, militante du PC/EPK.

**ÉTATS-UNIS** : **Fred Whitehead**, libre penseur et militant ouvrier (Kansas City) ; **Julian Kunnie**, militant pour la libération de Mumia Abu Jamal, membre de l'Indigenous Peoples Enforcement Agency.

**ÉQUATEUR** : **Vicente Olmedo**, militant syndical du comité d'entreprise de la Compagnie électrique d'Equateur (Cetra Celec) ; **Gonzalo Rivera**, militant syndical de la Confédération des travailleurs du secteur public d'Equateur (CTSPE) et membre de la section syndicale de l'Entreprise publique d'eau potable de Quito ; **Washington Guallo Castillo**, militant syndical de la Confédération des travailleurs du secteur public d'Equateur (CTSPE) et membre de la section syndicale de l'Entreprise publique d'eau potable de Quito ; **Manuel Gallardo**, militant syndical de l'Association des serveurs, membre du comité d'entreprise de la Compagnie électrique d'Equateur (Cetra Celec) et de la CTSPE ; **Hector Mestanza**, militant syndical du comité d'entreprise de la Compagnie électrique d'Equateur (Cetra Celec) ; **Hector Cano**, militant syndical du comité d'entreprise de la Compagnie électrique d'Equateur (Cetra Celec) ; **Ernesto Ramos**, militant syndical du comité d'entreprise de la Compagnie électrique d'Equateur (Cetra Celec) ; **Bricio Bohorquesz**, militant politique et association de quartier ; **Masio**, membre du Syndicat de la Compagnie électrique d'Equateur (SIN- Celec).

**FÉDÉRATION DE RUSSIE** : **Anton Vechkunin**, membre du Parti révolutionnaire des travailleurs (Togliatti) ; **Daniel Bondarenko**, membre de l'organisation Argadou.

**FRANCE** : (à titre personnel des militants politiques, syndicaux, notamment à FO ou à la CGT, élus municipaux) **Myriam Bakowski**, syndicaliste ; **Alain Barbier**, syndicaliste fonction publique ; **Nasser Beghadi**, syndicaliste ; **Georges Benis**, syndicaliste postier ; **Patrick Beziade**, syndicaliste Éducation nationale ; **Christophe Bitaud**, militant anarcho-syndicaliste ; **Josiane Blondel**, militante ouvrière ; **Christine Boulier**, militante syndicale, fonction publique territoriale ; **Laurent Cadou**, maire de Carbay (département du Maine-et-Loire) ; **Gilles Chalié**, syndicaliste ; **Jocelyn Clodine-Florent**, syndicaliste ; **Angeline Da Rocha**, syndicaliste, étudiante ; **Hervé Delattre**, syndicaliste ; **J.-P. Deligey**, syndicaliste ; **Daniel Dubois**, libre penseur ; **Francis Durand**, syndicaliste postier ; **Geoffrey Excoffon**, membre du Bureau national du POI ; **Christian Eyschen**, libre penseur ; **Christine Gagnaire**, syndicaliste du commerce ; **Gabriel Gaudy**, syndicaliste ; **Philippe Grégoire**, syndicaliste paysan, producteur laitier ; **Yacine Hadj-Hamou**, syndicaliste au ministère du Travail ; **Patrick Hébert**, membre de la coordination de l'EIT, syndicaliste ; **Daniel Jeannin**, maire de Montenois (Doubs) ; **Clément Jehan**, syndicaliste Arsenal de Toulon ; **Stéphane Jouteux**, syndicaliste, informatique des compagnies aériennes ; **Jef Lair**, syndicaliste, services publics ; **Dan Moutot**, membre de la coordination de l'EIT ; **Philippe Navarro**, syndicaliste hospitalier ; **Jacques Paris**, syndicaliste, enseignant ; **Jean-Claude Pecker**, militant laïque ; **Hubert Raguin**, syndicaliste enseignant ; **Jean-Marc Raynaud**, militant de la Fédération anarchiste et fondateur des Editions libertaires ; **Michel Renault**, ancien maire de Clefs-Val-d'Anjou (département du Maine-et-Loire) ; **Fabien Renneteau**, syndicaliste, commerce ; **Jacques Richer**, syndicaliste (Le Havre) ; **Bruno Ricque**, syndicaliste hospitalier ; **Michel Rochette**, syndicaliste, Sécurité sociale ; **Alain Roques**, syndicaliste, chercheur ; **Jean-Claude Roujeau**, médecin ; **Pierre-Yves Ruff**, écrivain, éditeur, libre penseur, libertaire ; **Joachim Salamero**, anarcho-syndicaliste, membre de l'Union des anarcho-syndicalistes (UAS) ; **René Sale**, syndicaliste hospitalier ; **Gino Sandri**, syndicaliste, Sécurité sociale ; **Vincent Vilpasseur**, syndicaliste • **Eliane André**, syndicaliste fonction publique ; **Thierry Arcier**, syndicaliste paysan ; **Ludovic Basly**, syndicaliste ; **Gérard Bauvert**, secrétaire du Comité international contre la répression (CICR) ; **Elise Bellenger**, syndicaliste ; **Pierre Besse**, syndicaliste cheminot ; **Daniel Blache**, syndicaliste cheminot ; Philippe Boet, directeur de recherche ; **Sylviane Brousse**, syndicaliste services publics ; **Jean-Didier Carré**, conseiller municipale (département de l'Aude) ; **Sylvette Chevalier**, syndicaliste ; **Bernard Colin**, syndicaliste de la fonction publique territoriale ; **Françoise Corraïne**, syndicaliste dans l'action sociale ; **Annie Daguet**, déléguée syndicale ; **Michèle Douville**, syndicaliste ; **Jean-Louis Dubois**, syndicaliste ; **Gérald Fromager**, syndicaliste, président du CICR ; **Didier Gadea**, syndicaliste paysan ; **Jean-Pierre Gaffez**, syndicaliste cheminot ; **Thierry Gandil**, syndicaliste postier ; **Pasacal Guélu**, syndicaliste cheminot ; **Didier Guichemerre**, syndicaliste cheminot ; **Claude Jallon**, syndicaliste cheminot ;

**Jean-Pierre Le Hegarat**, syndicaliste Institut Curie ; **Gérard Lorigny**, syndicaliste retraité ; **Patrick Malas**, syndicaliste secteur des muelles ; **Christophe Moreau**, syndicaliste cheminot ; **Hélène Paterakis**, syndicaliste cheminot ; **Olivier Pautonnier**, syndicaliste hospitalier ; **Michel Peyret**, ancien maire d'une commune de Gironde ; **Claude Pierzchalski**, syndicaliste cheminot ; **Jean-Louis Remande**, syndicaliste cheminot ; **Thierry Roubier**, syndicaliste à l'Office publique de l'habitat (OPH) ; **Jean-Marc Schiappa**, libre penseur et historien ; **Alain Verdier**, syndicaliste Education nationale •

**GABON** : **Joseph Mengara**, secrétaire exécutif du syndicat Elite (Union générale des travailleurs du Gabon).

**GUADELOUPE** : **Gaby Clavier**, responsable du conseil syndical de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), membre du Liyannaj kont la pwofitasyon (LKP) ; **Robert Fabert**, membre de Travail   P yizan.

**GUYANE** : **Alphonsine Servais**, responsable du Komit  DRAPO.

**HAITI** : **Jean Bonald Golinsky Fatal**, au nom de la Confédération des travailleurs des secteurs publics et privés (CTSP) ; **David Oxygène**, responsable du Mouvement de liberté et d'égalité des Haïtiens pour la fraternité (Moleghaf).

**ILE MAURICE** : **Mohammud Haniff Peerun**, président du Mauritius Labour Congress (MLC).

**IRAN** : **Voria Ahmadi**, membre du bureau des relations internationales du Parti communiste d'Iran ; **Hamid Froutan**, membre du bureau des relations internationales du Parti communiste d'Iran ; **Abbas Mansouran**, membre du bureau des relations internationales du Parti communiste d'Iran ; **Marzie Nazari**, membre du bureau des relations internationales du Parti communiste d'Iran.

**LIBAN** : **Castro Abdallah**, président de la Fédération nationale des syndicats des ouvriers et des employés au Liban (FENASOL) ; **Haider Mahmoud**, président de la League of Public Administration Personnel in Lebanon ; **Ali Mohieddine**, président de l'Union des syndicats de transport du Liban ; **Hachichou Mohamed**, membre du bureau exécutif de l'Union des syndicats de transport au Liban ; **Abdesamed Ismat**, secrétaire général du Front de libération ouvrière ; **Khadidja El Hoceini**, secrétaire générale de la Ligue des droits de la Femme Libanaise.

**MADAGASCAR** : **Jean Paul Emile Rakotozafy**, secrétaire général du syndicat Fekrimpama.

**MALI** : **Oumar Mariko**, président du parti Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (SADI) ; **Rokia Samogo**, secrétaire générale du parti SADI ; **Yahia eg Mohamed**, secrétaire chargé des Relations extérieures du parti SADI ; **Mamadou Konaté**, président du Syndicat pour la valorisation des cultures agricoles et cotonnières du Mali.

**MAROC** : **Saïd Barghouti Mohamed**, syndicaliste de l'Education nationale (UMT) ; **Mohamed Belghit**, syndicaliste de l'Education nationale (UMT) ; **Jalal Belmami**, secrétaire national de la Jeunesse ouvrière marocaine (UMT) ; **Khalid El Ajbari**, secrétaire général de l'Union local des syndicats d'Alhoceima (UMT) ; **Karim El Khamlichi**, directeur de publication d'Akhbar Oumaliya ; **Hafid El Khatabi**, syndicaliste (UMT) ; **Ismail Jbari**, secrétaire général de la section de T toun de l'Association nationale des chômeurs diplômés (ANCDM) ; **Ibachir Lehsaini**, syndicaliste (UMT) ; **Hassan Meziani**, syndicaliste (CDT) ; **Abderrahim Sakhy**, membre du Syndicat national de l'enseignement (SNE) de la Confédération démocratique du Travail (CDT).

**MARTINIQUE** : **Maguy Linisen**, ex-secrétaire générale du Syndicat autonome santé Martinique ; **Jean-Marc Mongis**, délégué syndical dans le bâtiment de la Centrale syndicale des travailleurs martiniquais (CSTM) ; **Armand Nicolas**, historien, ex-secrétaire général du Parti communiste martiniquais ; **Jacqueline Petitot**, responsable du groupe Alliance ouvrière et paysanne, organisation membre de l'Entente internationale des travailleurs et de peuples ; **Léon Sainte-Rose**, musicien, ancien prisonnier politique de l'Organisation anticolonialiste de la jeunesse martiniquaise (OJAM) ; **Ak n Samor **, militant nationaliste ; **Hervé Zenoki**, militant syndicaliste et anticolonialiste.

**MAURITANIE** : **Moctar Kane**, Union de syndicats libres de Mauritanie (USLM) ; **Sidi Ahmedou Ould Boye**, secrétaire général adjoint de l'USLM.

**MEXIQUE** : **Antonio Jimenez Reyes**, comité exécutif de la section 12 du SNTE-CNTE ( tat de Durango) ; **Armando Serrato Gonzalez**, comité exécutif de la section 12 du SNTE-CNTE ( tat de Durango) ; **Yoscelina Renteria Villalobos**, représentante de la délégation de la section 12 du SNTE-CNTE ( tat de Durango) ; **Ignacio Gastelum Ruiz**, mouvement contre le Gasolinazo (Basse Californie) ; **Laurentino Villegas Caballero**, section 22 du SNT-CNTE (Oaxaca) ; **Leonardo Perez Bravo**, comité exécutif du Syndicat unique des travailleurs académiques de Conalep (Tlaxcala) ; **Pedro Diaz Ibarra**, représentant du Syndicat indépendant des travailleurs de l'Education (Tabasco) ; **Marcela Zazueta Pillado**, Assemblée des professeurs, licenciée pour s'être opposée à la contre-réforme de l' ducation (Sonora) ; **Amulfo Vera Hernandez**, mouvement des professeurs de base, SNTE-CNTE (Hidalgo) ; **Roberto Alcaraz Lopez**, comité de délégation syndical 23, section 60 SNTE-CNTE (Mexico) ; **Humberto Martinez Brizuela**, section 60 CNTE (Mexico) ; **Luis Vazquez Villalobos**, membre du comité de rédaction de *El Trabajo*.

**NIGER** : **Almoustapha Moussa Ide**, secrétaire général du Syndicat national des agents de la formation et de l'éducation du Niger (Synafen) ; **Saidou Abdou**, secrétaire général du Syndicat national des travailleurs du pétrole (Synatrap) ; **Fati Belko**, membre du bureau exécutif confédéral de la CGSL Niger ; **Amadou Djibo**, bureau exécutif confédéral de la CGSL du Niger ; **Yahaya Idi Souleymane**, secrétaire général adjoint de l'Union générale des enseignants du Niger (UGEN) ; **Na-Allah Harouna**, militant anti-impérialiste ; **Salissou Amadou Elhagi**, coordonnateur OSC (CNDD) ; **Seydou Ide Loga**, secrétaire général du Mouvement des jeunes pour l'émergence du Niger (MOJEN) ; **Garba Moussa**, secrétaire général du SYN-PAMINE.

**PALESTINE** : **Salah Salah**, Conseil national palestinien ; **George Canawati**, directeur de Radio Bethlehem 2000 - Palestine ; **Abou Ahmed Fouad**, vice-secrétaire général du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) ; **Maher Tahar**, membre du bureau politique du FPLP ; **Abou Ali Hassan**, membre du bureau politique du FPLP ; **Hicham Nadim**, cadre du FPLP ; **Mohamed Ghenam**, syndicaliste à l'université ; **Mohamed Abou Mamousse**, cadre du FPLP ; **Mohamed El Aïssa**, syndicaliste ; **Katia Mohamed**, cadre du FPLP ; **Taysir Nasrallah**, membre du Conseil national palestinien.

**PÉROU** : **Nazario Arellano Choque**, secrétaire aux relations extérieures de la CGTP ; **Jorge Pe a Moquillaza**, secrétaire général du Syndicat unitaire des travailleurs de la Banque (SUTBAN) ; **Mauro Chipana Huayhuas**, secrétaire général de la Fédération des travailleurs municipaux du Pérou (FENAOM) ; **Josefina Gabriela Rosas**, secrétaire générale de la Fédération national des travailleurs de l'eau potable (FENTAP) ; **Luis Orihuela**, secrétaire générale de la Fédération Eclairage et Forces motrices ; **Erwin Salazar V squez**, vice-président de la Fédération nationale des professeurs d'universités du Pérou (FENDUP) ; **Wilmer Antón Mayanga**, secrétaire général de la CGTP Lambayeque ; **Armando Díaz Castillo**, secrétaire général du Syndicat des professeurs de l'Enseignement supérieur du Pérou (SIDESP) ; **Pilar Cabrera Zelada**, secrétaire générale du Syndicat unique des travailleurs des services d'eau potable de Lambayeque (SUTSELAM) ; **Grimaldo Carbajal**, secrétaire à l'économie du Syndicat unitaire des travailleurs d'ElectroLima (SUTEECEA) ; **Eleuterio Isla V.**, président de la Fédération régionale des retraités du secteur de la de Lima et Callao ; **Julio Ortiz Pinto**, secrétaire général du Syndicat Shougan ; **Wilmer Medina Campos**, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la pêche du Pérou (FETRAPEP) ; **José Rivera**, secrétaire général du syndicat des travailleurs de la compagnie minière Yanacochoa ; **Magdalena López C.**, secrétaire aux affaires sociales de la CGTP de Lambayeque.

**PORTUGAL** : **Jo o Vaconcelos**, député du Bloc de Gauche à l'Assemblée de la République ; **Carmelinda Pereira**, députée du PS à l'Assemblée constituante de 1975-1976, dirigeante du Parti ouvrier d'unité socialiste (Pous) ; **Antonio Chora**, ex-coordonateur du comité d'entreprise d'Autoeuropa-Volkswagen ; **Antonio Avelas**, dirigeant du Syndicat des professeurs du Grand Lisbonne (SPGL-CGTP) ; **Jo o Cunha Serra**, président du conseil national de la Fenprof ; **Aires Rodrigues**, Député PS de l'Assemblée constituante (1975-1976), dirigeant du Pous, section portugaise de la IV Internationale et membre de l'EIT ; **Fernanda Fer-**

**rão**, membre du bureau de l'assemblée générale du SPGL ; **Teófilo Braga**, professeur et militant écologiste (Île de San Miguel – Açores) ; **Rui Soares Alcântara**, professeur de l'enseignement secondaire (Île de San Miguel – Açores) ; **João Pedro Freire**, consultant secteur de l'énergie (Porto) ; **Paulo Moreira**, assurance privée (Paredes, Porto) ; **Edite Carvalho**, fonctionnaire à la communauté d'agglomération de Leiria ; **Joaquim Pagarete**, membre du conseil général du SPGL et de la direction de l'USL-IR (CGTP) ; **Ana Simões**, dessinatrice dans la construction civile, écologiste (Île de San Miguel – Açores) ; **Andrea Ribeiro**, étudiant, écologiste (Île de San Miguel – Açores) ; **Fernando Quadros**, fonctionnaire de la Caixa Geral de Depósitos, élu municipal (BE, Marinha Grande) ; **Maria João Gomes**, conseillère municipale de Marinha Grande ; **Rionildo Marques**, ouvrier de la chimie (Marinha Grande) ; **Luís Santos**, ingénieur électrotechnicien (Leiria) ; **Elvira Ferreira**, députée municipale de Marinha Grande, **Maria Teresa Figueiredo Martins**, secrétaire de gestion ; **Luís Ferreira da Silva**, travailleur indépendant ; **Maria Adélia Gomes**, professeur à la retraite ; **Maria Luísa Patrício**, professeur du secondaire ; **Ana Mesquita**, chercheur ; **Alexandre Café**, délégué syndical du Syndicat des travailleurs des industries de transformation, de l'énergie et des activités environnementales (SITE - CGTP), région sud ; **Maria João Vieira**, professeur du secondaire (Leiria) ; **António Crespo**, retraité de la Caixa geral de Depósitos ; **Prudência Videira Rodrigues**, professeur à la retraite ; **Daniel Gatoeiro**, ouvrier de la chimie (Marinha Grande) ; **Luís Guerra Marques**, ex-président de l'Assemblée municipale de Marinha Grande (CDU) ; **João Barros Duarte**, ex-président de la chambre municipale de Marinha Grande (CDU) ; **Carlos Melo**, ex-membre de la direction du SBSI ; **Henrique Gomes da Costa**, ex-délégué syndical de la BES ; **José Lopes**, travailleur de NAV Portugal.

**RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** : **Camilo Polanco**, secrétaire général du syndicat des conducteurs de mototaxi de Spinola (San Francisco de Macoris) ; **Doroteo Reyes**, militant syndicaliste ; **Evelio Santos**, ex-secrétaire aux finances régional de l'Association nationale des professionnels de la pêche (Nord-est) ; **Elvis Leonel Duarte**, secrétaire à l'organisation de la Coordination syndicale de San Francisco de Macoris ; **Juan de Dios Ortega Coste**, coordinateur de la Coordination syndicale de San Francisco de Macoris ; **Juan de la Cruz**, militant syndicaliste ; **Hanoi Gutierrez**, militant syndicaliste ; **Victor Henriquez**, militant syndicaliste ; **Cesar Hernandez**, militant syndicaliste.

**ROUMANIE** : **Mugurel Popescu**, président du syndicat Solidarité universitaire et président de la Fédération syndicale Hermes ; **Ileana Ionescu**, présidente du syndicat Sanitas, département de Dolj ; **Marian Tudor**, Tribuna Sociala.

**SAINTE-LUCIE** : **George Goddard**, secrétaire général de l'Union nationale des Travailleurs.

**SÉNÉGAL** : **Mamadou Diouf**, président d'honneur de la Confédération des syndicats autonomes (CSA), président du Réseau alternatif d'appui à l'éducation et à la formation ; **Aliou Ndiaye**, secrétaire général de l'Union des travailleurs du Sénégal (UTS).

**SUÈDE** : **Daniel Nordström**, syndicaliste, ouvrier dans l'alimentation ; **Jan-Erik Gustafsson**, syndicaliste retraité du service public (ST) ; **Marcus Carlstedt**, syndicaliste, enseignant, responsable d'édition de Arbetar Internationalen.

**SUISSE** : **Samuel Cavalli**, secrétaire de l'Union syndicale tessinoise ; **Célio Rodrigues**, président de la commission d'entreprise de GSK (ex-Novartis) Nyon, président de la section Unia La Côte ; **Abdou Landry**, secrétaire syndical d'Unia ; **Enrico Borelli**, vice-président de l'Union syndicale tessinoise ; **Graziano Pestoni**, syndicaliste, président de l'Union syndicale du Tessin, ex-député du Parti socialiste suisse (PSS) – à titre personnel • **Albert Anor**, président de région du Syndicat des services publics de Genève ; **Richard Beaud**, président de la commission ouvrière Nestlé, Nord-Vaudois ; **Rachid El-Khatibi**, syndicaliste artisanat, délégué à l'Union syndicale suisse ; **Vincent Leggiero**, président du Syndicat des transports de Genève ; **Max Robert**, comité enseignement SSP-Vaud •

**TOGO** : **Tétévi Norbert Gbikpi-Benissan**, secrétaire national du Parti démocratique des travailleurs (PA.DE.T) ; **Komlan Nouwossan**, secrétaire général de l'Union nationale des syndicats indépendants du Togo (Unsit) ; **Novissi Aguigah**, secrétaire générale adjointe de l'Unsit ; **Vis-sikou Senouvo**, secrétaire général des travailleurs de l'enseignement (Fetren – Unsit) ; **Maguy Kifalang**, présidente du comité des femmes UGSL – à titre personnel ; **Foly Satchivi**, président de la Ligue togolaise des étudiants (LTDE) ; **Kodjovi Agbessimetoukpo**, militant du LTDE ; **Nadou Lawson-Oloukounle**, porte-parole de Synergie des travailleurs du Togo (STT) ; **Hounsime Senon**, militant syndicaliste (STT).

**TUNISIE** : **Sami Souhli**, secrétaire général du Syndicats des médecins et pharmaciens hospitaliers ; **Belgucemi Ayari**, ex-secrétaire général adjoint de l'UGTT ; **Basma Khalfaoui**, avocate, présidente de la Fondation Chokri Belaid ; **Mohamed Ben Larbi**, journaliste au *Sawt El Oumal* ; **Lotfi Gasmi**, syndicaliste de l'Education nationale (UGTT) ; **Bouthaina Ben Abdellah**, syndicaliste, assistante universitaire ; **Nabil Guessoumi**, syndicaliste de l'Education nationale (UGTT) ; **Ibrahim Dhahri**, syndicaliste (UGTT).

**UKRAINE** : **Valentina Katorzhevskia**, responsable de l'Union communiste ukrainienne « Colonne Rouge ».

**VENEZUELA** : **Raul Ordoñez**, président de la Fédération des syndicats des entreprises hydrauliques du Venezuela (FedesiemHidroven), affiliée à la CSBT ; **Sergio Castellanos**, secrétaire général du Syndicat des travailleurs de l'hôpital Coromoto de l'état de Zulia, membre de la Fédération régionale CSBT de Zulia ; **José Quintero**, secrétaire général du Syndicat des agents de sécurité boliviariens d'occident (Sitraviboc) ; **José Mendoza**, avocat du droit du travail, président de la Fondation de l'observatoire du travail et des droits de l'Homme Giuseppe Raspa.